



BILLET

Rentrée de crise

La crise économique a un impact sur le niveau de vie de l'ensemble des ménages français mais, d'après une étude de l'INSEE publiée le mardi 30 août, les plus modestes sont davantage touchés.

Outre la baisse du niveau de vie, l'étude témoigne également d'une progression du nombre de personnes pauvres, plus de 8 millions. Ainsi, le taux de pauvreté - c'est-à-dire la proportion de français vivant au-dessous du seuil de pauvreté établi à 954 € par mois - s'élève à 13.5% de la population. Cette étude datant de 2009, on peut imaginer, et on le constate dans nos centres, que la situation s'est dégradée depuis. On peut aisément croiser ces données avec les 685.000 personnes privées de domicile personnel, dont 133.000 personnes sans domicile, 85.000 personnes en « abri de fortune » et 38.000 en chambre d'hôtel. En effet, le logement est devenu le 1er poste de dépense des ménages.

« Ne pas détricoter le système sans alternatives... »

Après 140 ans d'existence, la mission de l'association Aurore n'est pas en voie d'extinction ! Certes, les publics ont changé, les conditions de leur accompagnement également et la crise qui dure doit nous amener à modifier nos postures et à multiplier les partenariats et notre ouverture sur la cité. Toutefois, dans une période de

refonte des systèmes de prise en charge et surtout dans un contexte d'extension de la pauvreté, il nous paraît capital de ne pas détricoter le système existant sans alternative. Le risque serait alors grand que de nombreuses personnes passent à travers les mailles du filet. C'est pourquoi, avec la Fnars, nous avons interpellé sur ce sujet le secrétaire d'Etat au logement, après un été où la question des personnes à la rue a été posée avec acuité, suite à des fermetures anticipées de places hôtelières, sans solutions de rechange. Pour autant, le maintien à niveau d'une capacité d'hébergement ne règlera pas le second problème : la baisse drastique des budgets. A Aurore, heureusement protégés par un CPOM, nous gagnons du temps sur certains secteurs tout en étant assez fortement impactés sur les centres d'hébergement, l'aide alimentaire et certains services spécifiques (Mijaos). Nous entrons là dans les paradoxes d'une vision politique comptable à court terme : annoncer en milieu d'année aux associations et structures des coupes sombres dans leur budget en cours c'est les condamner, sans possibilité de réformes en profondeur, à supprimer des services et retrouver à la rue des personnes qu'aujourd'hui nous insérons, les renvoyant à l'assistance ou à la marginalité. Nous contestons cette vision « courttermiste », nous l'avons dit et écrit au ministre du logement.

Eric Pliez,
Directeur général

* A lire sur le blog de l'association : « Le centre d'hébergement, socle de la refondation de l'hébergement. »

EN BREF...

Rendez-vous sur www.aurore.asso.fr

Retrouvez sur le site web d'Aurore toutes les actualités de l'association. En septembre : le programme du cycle 2011/2012 des conférences de L'Olivier, les photos de l'équipe de France de foot lors de la Coupe du monde des sans-abri...

VIE INTERNE

Accueil de jour thérapeutique à Aubervilliers

Après un an de fonctionnement l'accueil de jour thérapeutique d'Aubervilliers a trouvé son public et envisage de poursuivre son activité y compris après l'ouverture de la structure d'hébergement en fin d'année.

L'expérimentation d'un accueil de jour thérapeutique a débuté en août 2010, en attendant l'ouverture (fin 2011, à Aubervilliers) de la partie hébergement qui constituera la communauté thérapeutique à proprement parler. L'accueil de jour reçoit des personnes en situation d'addiction, s'inscrivant dans une démarche visant l'abstinence. Depuis le début de l'activité, 35 personnes, dont la relation au produit diffère, ont été suivies : certaines sont abstinentes, suite à un sevrage, d'autres sont en situation de consommation et souhaitent arrêter. Le public, qui a entre 21 et 52 ans, est poly-consommateur (opiacés, cocaïne, crack...), avec le plus souvent une forte consommation d'alcool associée. La plupart n'a pas de logement à l'entrée. Pour y pallier et permettre le suivi du programme, 8 places d'hébergement en appartement ont été temporairement mises à disposition. Les personnes rencontrant des troubles psychiques peuvent aussi être suivies, à condition que les troubles soient suffisamment stabilisés pour permettre un travail en groupe. En effet, l'accompagnement se fait à partir d'une dynamique de groupe, ce dernier constituant le point d'appui essentiel à chacun des participants. Différents groupes et activités sont proposés, afin de tenir compte des différences d'avancement dans la démarche des usagers. Ainsi, si les activités (ateliers insertion, écriture ou partage de musique par exemple) se font en commun, les personnes abstinentes et les consommateurs actifs travaillent en groupes séparés une fois par semaine, pour mieux explorer les problématiques spécifiques ○○○



À Aubervilliers, le travail se fait surtout en groupe.

à chacun : comment rester abstinents pour les premiers, comment s'engager vers le soin pour d'autres.

L'équipe espère pouvoir maintenir l'activité au-delà de l'ouverture de la communauté thérapeutique (incluant hébergement et soins), car il apparaît que le dispositif existant, sans hébergement ou avec hébergement dissocié, touche des personnes qui ne seraient pas venues d'emblée dans un programme résidentiel, soit qu'elles aient d'autres activités (cas de personnes abstinentes ayant une activité professionnelle), soit que le programme résidentiel paraisse trop contraignant ou inaccessible (nécessité d'un temps

plus ou moins long de préparation). Cette communauté « de jour » permet donc de travailler en amont et en aval de l'expérience communautaire résidentielle, pour préparer la personne, mais aussi pour maintenir l'abstinence et prévenir les rechutes à la sortie. Souhaitons que l'Agence Régionale de Santé puisse soutenir cette action au-delà de son caractère expérimental. □

HÉBERGER



Rencontre pôle Hébergement

Le 13 septembre prochain, le pôle Hébergement reçoit ses partenaires territoriaux. Le CHRS La Colombe organise son traditionnel repas de rentrée en invitant ses collaborateurs des Hauts-de-Seine. D'autre part, les activités du pôle dans le Val d'Oise organisent une rencontre avec les institutions du département pour présenter Aurore, suite à la fusion avec l'association Loginter.

Conférences de L'Olivier

C'est aussi la rentrée pour le centre de stabilisation qui a mis sur pied le programme du 4^{ème} cycle de ses conférences. Le 10 novembre prochain, Patrick Henry, chargé de mission « Lutte contre la grande exclusion » à la RATP interviendra sur la sexualité dans la rue. Le syndrome de Diogène ou la difficulté d'être parents sans ses enfants seront les autres sujets abordés. Programme : www.aurore.asso.fr □



Le CHRS La Colombe reçoit régulièrement ses partenaires des Hauts-de-Seine.

SOIGNER



La conversation thérapeutique

Depuis le 5 septembre, un nouveau service d'Aurore a ouvert ses portes rue Blomet, *La conversation thérapeutique*. Ce lieu de parole s'adresse aux personnes en détresse psychologique ou à leur famille. Des psychologues et des psychiatres les reçoivent gratuitement pour des entretiens individuels et sans durée déterminée. Les services sociaux ou médico-sociaux d'Aurore peuvent également les solliciter pour des conseils ou pour orienter un bénéficiaire.

La conversation thérapeutique se veut un lieu d'écoute qui puisse soutenir les personnes fragiles, permettre d'élaborer une demande de soins et réaliser une orientation ou assurer le suivi. Le service ne proposera pas de prescription médicamenteuse.

La conversation thérapeutique
127 rue Blomet - 75015 Paris
Informations au : 01 45 31 88 27



Les locaux de La conversation thérapeutique dans le 15^{ème} arrondissement.

INSÉRER



Homeless World Cup

Du 21 au 28 août avait lieu la Coupe du Monde de foot des sans-abri. Si le dénominateur commun est un peu réducteur, la compétition n'en était pas moins intéressante et les échanges entre pays représentés riches et multiples. L'écossais Mel Young a lancé la compétition en 2003 dans le but de faire se rencontrer des personnes exclues du monde entier autour d'une passion commune : le football. Hommes et femmes se sont donc retrouvés 10 jours durant lors de matchs amicaux de street soccer. Le service L'Odyssée d'Aurore a participé à l'organisation et permis la constitution d'une équipe féminine dont Saïd SADI, éducateur sportif et intervenant au sein du service, a été l'entraîneur officiel. □



Les filles de l'équipe de France en action, au Champ-de-Mars.

INFOS GÉNÉRALES

Formations

Les salariés d'Aurore peuvent en septembre déposer leur demande de formation 2012. Des formations collectives sont également proposées sur les thèmes suivants : sensibilisation au public accueilli, bureautique, alphabétisation, secourisme et écrits professionnels. Les demandes sont à transmettre aux directeurs de pôle avant le 30 septembre, par l'intermédiaire du formulaire diffusé avec les fiches de paie du mois de juillet.

Rappel Élections

Suite à une annulation validée par le tribunal, les élections des délégués du personnel et du comité d'entreprise ont été reportées au mois de septembre. Le premier tour aura lieu le 29 septembre 2011 et le second le 13 octobre 2011. Les informations précisant les modalités d'organisation ont été envoyées dans les services au cours du mois d'août.

Petit déjeuner

Le 30 septembre prochain, les directeurs et les chefs de service se réuniront au Siège pour un petit déjeuner de rentrée qui abordera les projets et perspectives de l'association. Pour rappel, ces petits déjeuners sont l'occasion pour les directeurs d'Aurore de se retrouver une fois par mois et d'échanger librement sur les activités d'Aurore et les actualités du secteur. □

DÉMARCHE QUALITÉ

Secteurs social, médico-social

Les secteurs social et médico-social de l'association entrent dans une période historique. En effet, c'est la première fois que l'évaluation externe y est mise en œuvre.

Les experts habilités par l'Anesm passeront trois ou quatre jours dans les services entre septembre et janvier 2012. Ce sera un moment fort pour les professionnels et les usagers directement impliqués dans cette évaluation. Une préparation a été réalisée avec le soutien de la responsable qualité (stratégie, méthode, gestion documentaire). Le cadre évaluatif devra respecter le cahier des charges du décret du 15 mai 2007 mis en œuvre au travers d'un projet évaluatif, élaboré conjointement avec les responsables. Un rapport

final, dont la qualité conditionnera le renouvellement de l'autorisation, conclura cette démarche. Il sera envoyé par la direction de pôle aux autorités de contrôle.

CHRS Etoile du matin	7 sept, 12 et 13 nov, 25 nov
CHRS La Talvère	7 sept, 2 et 3 nov, 12 janv
CHRS Soleillet	22 sept, 12 et 13 oct, 25 nov
CHRS Antenne	21 sept, 18 et 19 oct, 25 nov
CHRS Sarah	22 sept, 29 et 30 nov, 13 janv
CHRS La Colombe	21 sept, 1 et 2 déc, 12 janv
Foyer Apollinaire	6 sept, 1 et 2 déc, 12 janv

SAVS 13	5, 6, 7 et 8 sept, 15 nov
SAVS 15	7 sept, 10, 11 et 12 oct, 15 nov
ITEP	20 sept, 8, 9 et + jour méd, 16 nov
Espace Aurore	8 sept, 21 et 22 nov, 15 déc
Esat Santeuil	6 sept, 23 et 24 nov, 15 déc

Les établissements ci-dessus constituent la première vague d'évaluation externe, d'autres suivront en fonction du calendrier réglementaire. □

Claudie Pailleret,
Responsable qualité

PARTENARIAT

Les résidents des ACT Bords de l'Oise prennent le large

Huit résidents accompagnés de deux travailleurs sociaux, d'une auxiliaire de vie et de l'infirmière coordinatrice du service se sont rendus à Saint-Georges de Didonne près de Royan, du 4 au 9 juillet. Organisé essentiellement par les bénéficiaires, le séjour avait pour objectif de leur permettre de découvrir de nouveaux paysages et de changer d'air.

L'équipe s'est efforcée de s'adapter au rythme et aux désirs de chacun en tenant compte du handicap de certains des par-

ticipants. Trois personnes à mobilité réduite et une personne ayant besoin d'une assistance respiratoire 24h/24 faisaient partie du groupe.

Chacun a mis la main à la pâte pour la préparation des repas et la gestion de l'intendance, et de nombreuses activités ont occupé les estivants telles que promenades en bord de mer, visite d'un zoo, dégustation de fruits de mer dans les restaurants locaux, parties de ping-pong ou balade sur l'île d'Oléron.

Tous sont rentrés samedi 9 juillet, des souvenirs plein la tête, mais aussi heu-

reux de retrouver leurs habitudes. □

Merci à l'équipe des ACT pour ce témoignage.



Les juilletistes des ACT Bords de l'Oise.

PRESSE RETROUVEZ REPORTAGES ET INTERVIEWS SUR WWW.AURORE.ASSO.FR/BLOG

MÉDIAPART - 22 JUILLET 2011

Le site d'information Médiapart s'est intéressé à la situation des tunisiens hébergés au centre Saint Honoré, géré par Aurore. Un film est par ailleurs en ligne sur le blog d'Aurore.

LE NOUVEL OBSERVATEUR - 4 AOÛT 2011

Le magazine a rencontré les équipes des centres d'hébergement La Maison Coeur de Femmes et Albert 1er, mis en difficulté par l'annonce de la baisse de leur budget.

AFP - 3 AOÛT 2011

Coups budgétaires : Aurore répond à l'AFP en visite à la Halte femmes.



AGENDA

VIE INTERNE

8 septembre
• Commission égalité des chances et diversité

12 septembre :
• Comité de direction

13 septembre :
• Comité d'Entreprise
• Commission formation

22 septembre :
• Séminaire du pôle Habitat

29 septembre :
• 1er tour des élections des délégués du personnel et du comité d'entreprise

30 septembre :
• Petit déjeuner des directeurs

PARTENARIAT

5 septembre :
• Point global avec la DRIHL Val d'Oise

13 septembre :
• Rencontre partenariale Val d'Oise
• Rencontre partenariale Hauts-de-Seine

14 septembre :
• Rencontre Espoir Goutte d'Or pour un premier comité de pilotage, en vue de la fusion

• Rencontre avec l'ARS autour du financement 2011 de Mijaos

15 septembre :
• Rencontre avec la DASES : bilan restaurant Santeuil

19 septembre :
• Groupe de travail sur les maraudes

21 septembre :
• Rencontre avec l'association Le foyer aubois, à Troyes

22 septembre :
• Petit déjeuner du Mouves à Aurore

23 septembre :
• Comité de pilotage avec l'Ecole expérimentale de Bonneuil sur Marne

ÉVÈNEMENT

7 septembre :
• Journée portes ouvertes au CARRUD du 58 bld Ney

RENOUVELLEMENT DE BAIL

Bilan de 3 années de Solibail.

Cet été, les associations se sont mobilisées pour dénoncer une baisse importante des budgets pour les CHR (de 4 à 6%) et pour l'urgence (jusqu'à 25%). Le gouvernement justifie ces réductions par l'évolution des prises en charge vers le principe du *Logement d'abord*. Un principe qu'il met en place en s'appuyant sur l'intermédiation locative et notamment le dispositif Solibail dont Aurore est l'un des acteurs historiques. Le pôle Habitat dresse le bilan de 3 années d'expérience.



Badia, dans son logement Solibail

Solibail accueillait en Ile-de-France, en mai dernier, 1477 ménages (soit 4 121 personnes). Aurore gère 140 logements Solibail. Le public se compose de familles ayant des ressources et un projet professionnel déterminé. Elles sont souvent passées par une période difficile d'hébergement en hôtel. C'est le cas de Badia et de sa famille, arrivés en France en 2009. Ils vivent dans un appartement Solibail depuis octobre 2010 : « *Nous avons vécu dans 5 hôtels différents en 1 an et demi. Ce n'était pas simple car il n'y avait souvent qu'un micro-ondes pour tout l'hôtel* ». Dans ce contexte, la proposition d'un vrai logement pour plus d'un an (18 mois maximum) est une bonne nouvelle, mais l'installation n'est pas toujours facile. Les familles, déjà fatiguées, doivent encore faire face à des formalités administratives. Le soutien des travailleurs sociaux, très présents à leur entrée, est apprécié et parfois même réclamé par les personnes hébergées. Certes, la stabilité qu'apporte le logement est bénéfique, mais elle peut aussi révéler des tensions dans la cellule familiale. Audrey Beauvois (CESF) a vu un couple se dissoudre pendant le parcours Solibail, alors qu'il était resté soudé pendant la situation d'urgence. Une fois leur vie stabilisée, la séparation était inévitable, modifiant en profondeur le projet de vie formulé à l'entrée dans le dispositif. Ce dernier doit avoir sa marge de souplesse : « *Les ménages évoluent au cours des 18 mois. Ils doivent s'adapter à cette nouvelle situation et cela demande du temps* », explique Audrey Thuilliez, assistante sociale. « *La plupart sont primo-occupants* », ajoute Thomas Candy, chef de service Solibail. « *L'équipe doit reprendre des choses basiques avec les familles : savoir utiliser son énergie, nettoyer son logement, gérer son budget ...* ». Ces réflexes quotidiens constituent un long apprentissage et les accidents en font partie. « *Le logement ne règle pas tout. Les familles peuvent connaître des situations d'urgence (rupture alimentaire, énergétique) que nous devons gérer* », explique Audrey Thuilliez. Un accompagnement adapté est donc l'une des clés de la stabilité des ménages et de la réussite du dispositif. Mais la DRIHL a donné pour mission aux référents sociaux de ne gérer que l'insertion dans le logement (gestion du logement, stabilisation des droits...). Sur les questions de garde d'enfant ou de recherche d'emploi, il leur est demandé d'orienter vers des services sociaux locaux. Malheureusement, la consigne n'a pas été donnée aux institutions locales (mairies, CCAS). Badia l'a constaté : « *À la fin de son contrat d'insertion mon mari n'a pas trouvé de travail. Financièrement c'est très compliqué. Avec ma référence nous avons demandé des colis alimentaires. La mairie a d'abord rejeté notre dossier* ». C'est donc un filet de sécurité qui manque aux familles de Solibail.

Autre difficulté : l'Etat ne s'est pas engagé à reloger les familles hébergées sur Solibail. Les référents n'ont à leur disposition que les offres transmises par le GIP Habitat (contingent 1% logement). Elles sont envoyées à toutes les associations conventionnées qui se font ainsi concurrence. Enfin, à la sortie, les référents devaient maintenir le suivi 3 mois durant... mais les moyens ne sont pas là. « *Le dialogue se passe bien avec la DRIHL* », atteste Thomas Candy « *mais Solibail doit plus s'adapter aux réalités du terrain* », poursuit-il. Pour que le dispositif reste fluide et efficace, il faut privilégier un accompagnement global, ou, a minima, coordonner les acteurs Solibail et les services locaux pour sécuriser le parcours des ménages. L'Etat doit aussi s'engager à proposer des sorties vers le logement. Seulement, Solibail 3 lancée cet été n'évolue pas dans ce sens. Tout d'abord, les associations doivent trouver avant la fin de l'année 4500 logements sur toute la France alors qu'elles constatent un ralentissement de la captation, sans doute à cause d'un prix peu attractif. De plus, Solibail 3 s'ouvre à présent aux personnes en centre d'hébergement d'urgence ou de stabilisation. Ce public a priori plus éloigné du logement demandera à Solibail encore plus de souplesse. Pour que le *Logement d'abord* fonctionne, il faudra un encadrement pluridisciplinaire, renforcé et permanent. L'accompagnement ne pourra donc pas se calquer sur celui de Solibail car avec un travailleur social pour 30 suivis, le compte n'y est pas !

Solibail : répartition des rôles

- La DRIHL est le financeur et le maître d'oeuvre du projet.
- Le GIP Habitat attribue les logements Solibail aux familles et transmet aux associations les annonces 1% logement pour les sorties du dispositif.
- Les associations captent les logements auprès de propriétaires privés et les gèrent, reçoivent les dossiers de familles de la part du GIP et accompagnent les hébergés pendant 18 mois maximum.